

AMPHI
LMD

COURS DE DROIT CONSTITUTIONNEL ET DES INSTITUTIONS DE LA V^E RÉPUBLIQUE

LICENCE 1

Carolina Cerda-Guzman

7^e édition

À jour des dernières actualités constitutionnelles

 *Gualino* un savoir-faire de
 **Lextenso**

Carolina Cerda-Guzman

Docteur en droit, est Maître de conférences en droit public à l'Université de Bordeaux. Elle enseigne également à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2022, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
EAN 9782297175821

AMPHI
LMD

COURS DE DROIT CONSTITUTIONNEL ET DES INSTITUTIONS DE LA V^E RÉPUBLIQUE

Carolina Cerda-Guzman

7^e édition

À jour des dernières actualités constitutionnelles

 **Gualino** un savoir-faire de
 **Lextenso**

AMPHI LMD

La collection Amphi LMD permet aux étudiants de Licence (L1, L2 et L3), d'acquérir l'ensemble des connaissances d'une matière en conformité avec le cours dispensé en amphi.

Chaque livre :

- développe des connaissances approfondies sur la matière juridique traitée ;
- permet une accessibilité immédiate à une information approfondie.

Dans la même collection

Licence 1

- Cours de Droit constitutionnel et des Institutions de la V^e République, Carolina Cerda-Guzman, 7^e éd. 2022.
- Cours de Droit des personnes et de la famille, Clara Bernard-Xémard, 8^e éd. 2022.
- Cours d'Introduction générale au Droit, Marjorie Brusorio-Aillaud, 2^e éd. 2020.

Licence 2

- Cours de Droit administratif général, Xavier Braud, 5^e éd. 2022.
- Cours de Droit pénal général, Patrick Kolb et Laurence Leturmy, 7^e éd. 2022.
- Cours de Droit des obligations, Lionel Andreu et Nicolas Thomassin, 7^e éd. 2022.

Licence 3

- Cours de Droit commercial, Iony Randrianirina, 2^e éd. 2020.

Licence 3, Master 1, Master 2

- Cours de droits humains et libertés, Yannick Lécuyer et Félicien Lemaire, 1^{re} éd. 2022.
- Cours de Droit administratif des biens, Xavier Braud, 2^e éd. 2020.
- Cours de Procédure civile, Marie-Cécile Lasserre, 2^e éd. 2020.
- Cours de Droit des entreprises en difficulté, Giulio Cesare Giorgini, 3^e éd. 2020.
- Cours de Droit des sûretés, Dimitri Nemtchenko, 1^{re} éd. 2019-2020.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

Plan de cours

Introduction	23
Section 1 : De l'importance de l'étude du droit constitutionnel	23
I - Les principales caractéristiques de la Constitution de 1958	24
II - L'avenir de la Constitution de 1958	26
Section 2 : Les objectifs et le contenu de cet ouvrage	27

Partie 1 : Les grandes notions du droit constitutionnel

Chapitre 1 : L'État	33
Section 1 : La théorie de l'État	33
I - La naissance de l'État	34
II - Les composantes de l'État	35
A - L'État : une personne morale de droit public	35
1 - Les incidences de la personnalité morale	35
2 - Le perfectionnement de la personnalité juridique : l'État de droit	36
B - L'État : une personne morale émanant d'un peuple	37
C - L'État : une personne morale reposant sur un territoire	38
D - L'État : une personne morale dotée de la souveraineté	39
Section 2 : Les formes d'État	39
I - L'État unitaire	39
A - L'État unitaire concentré et centralisé	40
B - L'État unitaire déconcentré et décentralisé	40
1 - La déconcentration dans un État unitaire	41
2 - La décentralisation dans un État unitaire	41
3 - La France : exemple d'un État unitaire déconcentré et décentralisé	42
II - L'État composé	48
A - Les Unions d'États	49
1 - L'Union personnelle	49

2 - La Confédération	49
B - L'État fédéral	50
1 - La formation de l'État fédéral	50
2 - L'organisation juridique des États fédéraux	51
III - Le modèle hybride : l'État régional ou autonome	53
A - La différence avec l'État unitaire : l'autonomie législative des régions	53
B - La différence avec l'État fédéral : maintien du caractère unitaire de l'État	54
<hr/>	
Chapitre 2 : La constitution : contenu et forme	55
Section 1 : La définition matérielle de la constitution	55
I - Une définition centrée sur l'organisation politique de l'État	55
II - L'élargissement du champ matériel constitutionnel	57
A - L'intégration de dispositions relatives à l'Administration et à l'ordre juridique dans les constitutions	57
B - L'intégration des droits fondamentaux dans les constitutions	58
1 - Les dispositions constitutionnelles consacrant des droits fondamentaux	58
2 - La typologie des droits fondamentaux	59
C - L'intégration récente de principes d'organisation économique et financière dans les constitutions	60
III - Les imprécisions d'une définition matérielle de la constitution	61
Section 2 : La définition formelle de la constitution	62
I - L'opposition entre constitution écrite et constitution non écrite	62
A - Les constitutions écrites	62
1 - La portée des constitutions écrites	63
2 - L'utilité des constitutions écrites	63
B - Les constitutions non écrites ou coutumières	64
II - Les limites de la distinction entre constitution écrite et constitution coutumière	64
A - L'absence de constitution purement écrite	64
1 - La pratique et la coutume dans une constitution écrite	65
2 - La place de la source jurisprudentielle dans une constitution écrite	67
B - L'absence de constitution purement coutumière	69
C - La proposition d'une autre distinction : constitution codifiée et constitution non codifiée	69
Section 3 : Les caractères généraux de la Constitution française : le « bloc de constitutionnalité »	70
I - Les éléments composant le « bloc de constitutionnalité »	71

- A - Les composantes écrites du « bloc de constitutionnalité »** 72
 - 1 - La Constitution au sens strict 72
 - 2 - Le Préambule de la Constitution de 1958 73
- B - Les composantes jurisprudentielles du « bloc de constitutionnalité »** 76
 - 1 - Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République (PFRLR) 76
 - 2 - Les principes à valeur constitutionnelle 77
 - 3 - Les objectifs de valeur constitutionnelle..... 77
- II - Les remises en cause du caractère unitaire du « bloc de constitutionnalité »** 78
 - A - Une Constitution composite**..... 78
 - B - La théorie de la supraconstitutionnalité**..... 79

Chapitre 3 : L'élaboration, la révision et l'abrogation des constitutions **81**

- Section 1 : Les formes d'élaboration de la constitution** 81
 - I - La préparation du projet de constitution** 82
 - A - Le procédé autoritaire de rédaction : la « Charte octroyée » 82
 - B - Le procédé démocratique de rédaction : l'assemblée constituante . 83
 - II - L'adoption du projet de constitution** 84
 - III - L'élaboration des constitutions françaises** 86
- Section 2 : Les modalités de révision de la constitution** 87
 - I - La distinction entre constitution souple et constitution rigide** 88
 - A - Les spécificités d'une constitution souple 89
 - B - Les spécificités d'une constitution rigide..... 89
 - II - Les modalités de révision de la Constitution de 1958** 90
 - A - Les procédures prévues par l'article 89 de la Constitution** 91
 - 1 - La procédure principale de révision 91
 - 2 - La procédure secondaire de révision 94
 - B - La procédure inconstitutionnelle : l'article 11 de la Constitution** .. 96
 - 1 - Le recours contestable à l'article 11 de la Constitution 97
 - 2 - Les suites du recours contestable à l'article 11 pour réviser la Constitution 99
 - C - La fréquence des révisions constitutionnelles en France** 99
 - III - Les limites à la révision de la constitution** 101
 - A - Les différents types de limites à la révision de la constitution 101

B - Les faibles limites à la révision dans la Constitution de 1958 102

1 - Les limites temporelles..... 102

2 - La limite matérielle 103

3 - L'absence de contrôle du respect de ces limites 104

Chapitre 4 : La suprématie de la constitution **107**

Section 1 : Le constitutionnalisme : une doctrine consacrant la suprématie de la constitution 107

I - La formulation originelle du constitutionnalisme 108

II - Les limites du constitutionnalisme originel..... 108

A - L'absence de moyens efficaces de protection de la constitution 108

B - La consécration du légicentrisme 109

1 - Origine et portée du légicentrisme 109

2 - Les limites du légicentrisme 110

III - La formulation renouvelée du constitutionnalisme 111

A - La théorie kelsénienne de la hiérarchie des normes 111

B - Le renouveau du constitutionnalisme par le contrôle de constitutionnalité 112

1 - L'expansion du contrôle de constitutionnalité 113

2 - L'instauration d'un contrôle de constitutionnalité en France 113

Section 2 : La suprématie de la Constitution de 1958 114

I - Hiérarchie constitutionnelle et normes internationales 115

A - Les conditions posées par la Constitution pour l'insertion des conventions internationales dans l'ordre juridique français 115

1 - La négociation et la signature des actes internationaux conventionnels 116

2 - L'approbation ou la ratification des actes internationaux conventionnels 117

B - La valeur normative des actes de droit international en droit français 120

1 - Les rapports entre droit international et Constitution 121

2 - Le cas spécifique du droit de l'Union européenne 121

3 - Les rapports entre droit international et loi 123

II - La hiérarchie constitutionnelle et les normes législatives 124

A - Les lois organiques dans la hiérarchie des normes 124

B - Les lois ordinaires dans la hiérarchie des normes 125

C - Les lois à procédure spécifique dans la hiérarchie des normes 126

1 - Les lois de finances dans la hiérarchie des normes 126

2 - Les lois de financement de la Sécurité sociale dans la hiérarchie des normes 127

3 - Les lois référendaires dans la hiérarchie des normes 127

4 - Les lois de programmation dans la hiérarchie des normes 128

5 - Les lois du pays de Nouvelle-Calédonie dans la hiérarchie des normes	128
D - Les ordonnances dans la hiérarchie des normes	129
1 - La procédure d'adoption des ordonnances	129
2 - La valeur normative des ordonnances	130

III - La hiérarchie des normes et des actes réglementaires	131
---	-----

Chapitre 5 : La souveraineté **133**

Section 1 : La théorie de la souveraineté de l'État	133
--	-----

I - La construction de la notion de souveraineté	134
---	-----

A - L'apport de Bodin : la séparation de la souveraineté et de la monarchie	134
---	-----

B - L'apport de Hobbes : l'absolutisme de la souveraineté étatique	135
--	-----

II - Les caractéristiques classiques de la souveraineté	136
--	-----

III - Les limites de la définition classique de la souveraineté	136
--	-----

Section 2 : La souveraineté externe de l'État	137
--	-----

I - La définition de la souveraineté externe	138
---	-----

A - Une définition fondée sur l'existence d'attributions régaliennes	138
--	-----

B - Les insuffisances de la définition de la souveraineté externe fondée sur les attributions régaliennes	139
---	-----

C - La reformulation de la définition de la souveraineté externe autour de la compétence	139
--	-----

II - La souveraineté externe et la construction européenne	140
---	-----

A - Les transferts de compétences vers l'Union européenne	141
---	-----

B - L'interprétation des transferts de compétences par le Conseil constitutionnel	141
---	-----

1 - Une jurisprudence fondée sur les « conditions essentielles d'exercice de la souveraineté »	142
--	-----

2 - Les précisions apportées par la décision Maastricht du 9 avril 1992	142
---	-----

Section 3 : La souveraineté interne : souveraineté nationale et souveraineté populaire	143
---	-----

I - La souveraineté nationale	144
--------------------------------------	-----

A - Les origines de la théorie de la souveraineté nationale	144
---	-----

B - Les implications constitutionnelles de la souveraineté nationale	144
--	-----

1 - La mise en place obligatoire d'un régime représentatif	145
--	-----

2 - La mise en place d'un électorat-fonction dans le cadre de la souveraineté nationale	145
---	-----

II - La souveraineté populaire	146
---------------------------------------	-----

- A - Les origines de la théorie de la souveraineté populaire 146
- B - Les conséquences de la souveraineté populaire : l'instauration d'une démocratie directe 147
 - 1 - Les caractéristiques d'une démocratie directe pure 147
 - 2 - Les aménagements à la démocratie directe pure prévus par Rousseau... 148
 - 3 - La difficile mise en œuvre de la souveraineté populaire 148
- III - Les limites de la distinction entre souveraineté nationale et souveraineté populaire 150
 - A - L'absence d'application fidèle de la souveraineté nationale ou de la souveraineté populaire 150
 - B - Le choix de la synthèse : la démocratie semi-directe 150
 - 1 - L'initiative populaire..... 151
 - 2 - Le veto populaire 152
 - 3 - La révocation populaire 152
 - 4 - Le référendum 154

Chapitre 6 : La démocratie et les élections 161

Section 1 : La démocratie, principe de la participation du peuple au gouvernement de l'État 161

- I - Les origines de la démocratie 162
 - A - Les formes de gouvernement non compatibles avec la démocratie ... 163
 - B - Les formes de gouvernement compatibles avec la démocratie 164
- II - Les enjeux de la démocratie contemporaine 165
 - A - L'apparition de la démocratie libérale et de la démocratie sociale 166
 - B - La nécessaire reconnaissance d'une démocratie pluraliste 167
 - 1 - Les caractéristiques d'une démocratie pluraliste 167
 - 2 - Le rôle des partis politiques dans une démocratie pluraliste 167
 - 3 - Les moyens de garantir le pluralisme des opinions politiques 168
 - C - Les limites de la démocratie 170

Section 2 : La désignation des représentants par les électeurs 172

- I - La définition de l'électeur 172
 - A - La délimitation du corps électoral 173
 - 1 - L'instauration première d'un suffrage restreint 173
 - 2 - Le passage nécessaire au suffrage universel 175
 - 3 - Les conditions d'octroi du droit de vote en France 177
 - B - L'égalité du suffrage 180
 - C - Le suffrage direct et indirect 181
 - D - Un vote obligatoire ou un vote facultatif ? 182

II - Le décompte des voix	183
III - La désignation du représentant : les modes de scrutin.....	184
A - Les modalités du scrutin en fonction du nombre de représentants à désigner	185
1 - Le scrutin uninominal	185
2 - Le scrutin binominal	186
3 - Le scrutin de liste	186
B - Les modalités du scrutin en fonction de la répartition des voix ...	188
1 - Les scrutins majoritaires	189
2 - Le scrutin proportionnel ou la représentation proportionnelle	193
3 - Les systèmes mixtes	198
Section 3 : Les règles de candidature à une élection	200
I - L'éligibilité	200
II - Les inéligibilités	201
III - Les incompatibilités	202
IV - La représentativité des femmes en politique : la question de la parité	202

Chapitre 7 : La séparation des pouvoirs et les régimes politiques : régime parlementaire et régime présidentiel 205

Section 1 : La théorie classique de la séparation des pouvoirs et sa remise en cause	205
I - L'énoncé de la théorie de la séparation des pouvoirs	206
A - Les origines de la théorie de la séparation des pouvoirs	206
B - La présentation classique de la séparation des pouvoirs	207
1 - Les trois fonctions	207
2 - Les trois organes détenteurs des pouvoirs	208
C - La consécration et les conséquences de la théorie de la séparation des pouvoirs	209
II - La remise en cause de la théorie classique de la séparation des pouvoirs.....	210
A - Les limites de la séparation des pouvoirs	211
1 - Les limites de la séparation des fonctions entre les pouvoirs	211
2 - Les limites d'une séparation équilibrée des organes	212
B - Les reformulations de la théorie de la séparation des pouvoirs	212
1 - Une reformulation de la théorie de la séparation des pouvoirs : la théorie des <i>checks and balances</i>	212

2 - Une reformulation de la théorie de la séparation des pouvoirs : les contre-pouvoirs	213
--	-----

Section 2 : La classification des régimes politiques : le régime

parlementaire et le régime présidentiel	215
--	------------

I - Le régime parlementaire : une séparation souple des pouvoirs ... 215

A - La présentation des régimes parlementaires 215

1 - Les mécanismes communs à tous les régimes parlementaires	216
--	-----

2 - Les spécificités du régime parlementaire dualiste	218
---	-----

3 - Les spécificités du régime parlementaire moniste	219
--	-----

B - La Grande-Bretagne : modèle type de régime parlementaire 220

1 - Le Parlement britannique	221
------------------------------------	-----

2 - L'Exécutif dans le régime parlementaire britannique	223
---	-----

3 - Le bilan de l'équilibre des pouvoirs en Grande-Bretagne.....	226
--	-----

C - Les transformations du régime parlementaire 228

1 - La dérive du régime parlementaire : le régime d'assemblée	228
---	-----

2 - Les adaptations du régime parlementaire : le régime parlementaire rationalisé	229
--	-----

II - Le régime présidentiel : la séparation stricte des pouvoirs 230

A - La présentation du régime présidentiel..... 230

B - Les États-Unis : exemple type de régime présidentiel..... 231

1 - Le Congrès des États-Unis.....	231
------------------------------------	-----

2 - L'Exécutif dans le régime présidentiel américain.....	236
---	-----

3 - La Cour suprême et l'organisation du pouvoir judiciaire.....	244
--	-----

4 - Le bilan sur l'équilibre des pouvoirs aux États-Unis	245
--	-----

**C - Les tentatives d'exportation de régime présidentiel ou de séparation
stricte** 246

**III - Les limites des classifications entre régime parlementaire
et régime présidentiel : les régimes hybrides** 247

Partie 2 : Les Institutions de la V^e République

**Chapitre 1 : L'élaboration de la Constitution de la V^e
République** 251

**Section 1 : La loi constitutionnelle du 3 juin 1958 : le cadre
d'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958** 251

**I - La crise du 13 mai 1958 : l'élément déclencheur de la révision
de la Constitution de la IV^e République** 252

II - La loi constitutionnelle du 3 juin 1958 : le texte mettant fin à la IV ^e République	253
A - Les conditions matérielles posées par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	253
B - Les conditions procédurales posées par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	255
Section 2 : Les étapes de l'adoption de la Constitution de la V^e République	256
I - La rédaction de l'avant-projet : la phase gouvernementale	257
II - L'examen et l'adoption du projet : le rôle des conseils sous le contrôle du gouvernement	258
III - L'approbation populaire du projet de Constitution	259
Section 3 : Les caractéristiques de la Constitution de la V^e République	260
I - Une constitution fortement influencée par les idées de C. de Gaulle et de M. Debré	261
A - L'influence de C. de Gaulle sur le contenu de la Constitution du 4 octobre 1958	261
B - L'influence de M. Debré sur le contenu de la Constitution du 4 octobre 1958	262
II - Une Constitution résistante aux changements de circonstances politiques	263
<hr/> Chapitre 2 : Le président de la République	267
Section 1 : L'élection du président de la République	267
I - Le mode d'élection du président de la République dans la rédaction initiale de la Constitution de 1958	268
II - Le mode d'élection du président de la République suite à la révision constitutionnelle du 6 novembre 1962	269
A - La révision constitutionnelle du 6 novembre 1962	270
B - Les règles d'organisation de l'élection présidentielle	271
1 - Les conditions de candidature à l'élection présidentielle	271
2 - Les modalités d'élection du président de la République au suffrage universel direct	274
C - Les conséquences de l'élection du président de la République au suffrage universel direct	276
Section 2 : Le statut du président de la République	277
I - La durée des fonctions du président de la République	278

A - Le mandat présidentiel	278
B - La cessation des fonctions du président de la République	279
1 - Les causes de cessation des fonctions du président de la République	280
2 - Les solutions prévues par la Constitution en cas de cessation prématurée des fonctions du président de la République.....	281
II - Le régime protecteur de responsabilité du président de la République	283
A - L'irresponsabilité politique du président de la République	283
B - La forte limitation de la responsabilité pénale du président de la République	285
1 - L'irresponsabilité pénale temporaire du président de la République.....	285
2 - Une responsabilité très limitée du président de la République	287
3 - La responsabilité pénale internationale du président de la République ..	291
C - Les critiques de la quasi-irresponsabilité du président de la République	291
Section 3 : Les pouvoirs du président de la République	292
I - Le contenu des pouvoirs propres du président de la République 293	
A - Les pouvoirs propres usuels du président de la République	293
1 - La nomination du Premier ministre (Const., art. 8).....	294
2 - Le référendum (Const., art. 11)	296
3 - Les pouvoirs propres du président de la République dans ses relations avec le Parlement	296
4 - Les pouvoirs propres du président de la République dans ses relations avec le Conseil constitutionnel	299
B - La portée des pouvoirs propres usuels sur le statut du président de la République	300
C - Les pouvoirs propres exceptionnels du président de la République ..	301
1 - Les conditions de déclenchement de l'article 16 de la Constitution	301
2 - Les mesures prises dans le cadre de l'article 16 de la Constitution	303
3 - Le faible contrôle des mesures prises dans le cadre de l'article 16 de la Constitution	304
II - Les pouvoirs partagés du président de la République	305
A - Les pouvoirs partagés dans le domaine militaire et des relations internationales	306
B - Les pouvoirs partagés du président de la République dans la politique gouvernementale	307
1 - Les pouvoirs partagés du président de la République dans la nomination et la révocation des membres du gouvernement	308
2 - La présidence du Conseil des ministres (Const., art. 9)	309
3 - La signature des actes réglementaires (Const., art. 13, al. 1 ^{er})	310
4 - La nomination aux emplois civils et militaires (Const., art. 13)	311

C - Les pouvoirs partagés du président de la République dans ses relations avec le pouvoir législatif	312
1 - La promulgation des lois (Const., art. 10, al. 1 ^{er})	312
2 - Le droit de demander une nouvelle lecture de la loi (Const., art. 10, al. 2)	313
3 - Les pouvoirs partagés du président de la République sur les sessions du Parlement	313
4 - Les pouvoirs du président de la République en matière de révision constitutionnelle (Const., art. 89)	314
D - Les pouvoirs du président de la République dans ses relations avec le pouvoir judiciaire	315

Chapitre 3 : Le gouvernement **317**

Section 1 : L'organisation hiérarchique du gouvernement 317

I - La place prépondérante du Premier ministre au sein du gouvernement 318

A - La nomination du Premier ministre 318

B - La prééminence du Premier ministre au sein du gouvernement ... 319

II - L'organisation hiérarchique du gouvernement 320

A - Une organisation variable pour chaque gouvernement 321

B - Les différentes catégories de ministres ou membres du gouvernement 322

III - L'importance du Conseil des ministres 323

Section 2 : Les attributions du gouvernement 325

I - Les attributions du Premier ministre 325

A - La direction générale de l'activité gouvernementale par le Premier ministre 325

B - L'exercice du pouvoir réglementaire par le Premier ministre 326

1 - Le pouvoir réglementaire d'exécution des lois du Premier ministre .. 326

2 - Le pouvoir réglementaire autonome du Premier ministre 327

3 - Le pouvoir de nomination du Premier ministre 328

C - Les pouvoirs du Premier ministre dans ses relations avec le Parlement 328

1 - Les pouvoirs du Premier ministre dans le cadre de la procédure législative 329

2 - L'engagement par le Premier ministre de la responsabilité politique du gouvernement 330

D - Les pouvoirs du Premier ministre dans ses relations avec le président de la République 331

II - Les attributions collectives du gouvernement 331

A - La détermination et la conduite de la politique de la Nation	332
B - Les pouvoirs du gouvernement dans les relations avec le Parlement .	333
C - Les pouvoirs exceptionnels du gouvernement	335
Section 3 : Le statut des membres du gouvernement	336
I - Les incompatibilités applicables aux membres du gouvernement	337
A - L'incompatibilité des fonctions ministérielles avec l'exercice d'un mandat parlementaire	337
1 - Les objectifs de l'incompatibilité des fonctions ministérielles avec l'exercice d'un mandat parlementaire	338
2 - L'application du principe d'incompatibilité des fonctions ministérielles avec l'exercice d'un mandat parlementaire	338
B - L'incompatibilité des fonctions ministérielles avec l'exercice d'activités professionnelles	339
II - La responsabilité pénale aménagée des ministres	340
A - Le régime de responsabilité pénale pour les actes extérieurs aux fonctions ministérielles	341
B - Le régime de responsabilité pénale pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions ministérielles	342
1 - La Cour de justice de la République	343
2 - Les actions devant la Cour de justice de la République	343
3 - Les avantages et les inconvénients du régime actuel de responsabilité pénale des ministres	346
III - La responsabilité politique du gouvernement	347
A - Les procédures d'engagement de la responsabilité politique initiées par le Premier ministre	347
1 - La responsabilité du gouvernement sur le programme ou la déclaration	348
2 - La responsabilité du gouvernement sur un texte (Const., art. 49, al. 3) ..	351
B - La procédure initiée par l'Assemblée nationale : la motion de censure (Const., art. 49, al. 2)	353
1 - L'encadrement du dépôt et de la discussion de la motion de censure ...	354
2 - L'encadrement du vote de la motion de censure	355
3 - La pratique de la motion de censure	356
IV - La fin des fonctions des membres du gouvernement	357
A - La démission du Premier ministre	357
B - La fin des fonctions des ministres	359

Chapitre 4 : Le Parlement **361**

Section 1 : L'organisation du Parlement	361
I - Une organisation bicamérale du Parlement	361

A - L'Assemblée nationale	362
B - Le Sénat	363
C - Les débats sur le principe du bicaméralisme	364
II - Le fonctionnement des assemblées	365
A - Le règlement des assemblées	366
B - L'organisation du travail parlementaire	367
1 - Les sessions parlementaires	367
2 - Les séances parlementaires	371
C - Les organes créés au sein des assemblées	372
1 - Les commissions parlementaires : les principaux organes du travail parlementaire	372
2 - Les groupes parlementaires	375
III - Le statut des parlementaires	376
A - Les incompatibilités applicables aux parlementaires	377
1 - Incompatibilités du mandat parlementaire avec certaines activités publiques électives	377
2 - Incompatibilités du mandat parlementaire avec une activité publique salariée	378
3 - La compatibilité encadrée du mandat parlementaire avec une activité privée	379
B - Les immunités des parlementaires	380
1 - L'irresponsabilité parlementaire	380
2 - L'inviolabilité parlementaire	381
C - Le statut financier des parlementaires	382
Section 2 : Les fonctions du Parlement	383
I - La fonction législative du Parlement	383
A - L'encadrement de l'initiative de la loi	383
1 - L'encadrement formel de l'initiative des lois	384
2 - L'encadrement matériel de l'initiative des lois : le domaine de la loi ..	388
B - L'examen du projet ou de la proposition de loi en commission ...	390
C - L'inscription à l'ordre du jour parlementaire du projet ou de la proposition de loi	392
D - L'adoption de la loi	393
1 - L'ouverture du débat public par la discussion générale du texte	393
2 - L'approfondissement du débat public par la discussion des articles et des amendements	395
3 - Le vote du projet de loi ou de la proposition de loi	397
4 - Le passage de la discussion à l'autre assemblée : la recherche de l'accord	398
5 - La fin de la procédure législative	403

- II - La fonction de contrôle et d'évaluation des politiques publiques du Parlement 404
 - A - Les commissions d'enquête parlementaires 405
 - B - Les autres organes de contrôle et d'information au sein du Parlement 406

Chapitre 5 : Le « pouvoir juridictionnel » 409

Section 1 : L'organisation de la justice : la structuration constitutionnelle du pouvoir juridictionnel 409

- I - Une Constitution initialement marquée par la méfiance à l'égard du pouvoir juridictionnel 410
- II - La montée en puissance de la figure du juge 411

Section 2 : Statut et principe constitutionnel d'indépendance de la justice en France : la condition de l'émergence d'un pouvoir juridictionnel 412

- I - L'importance du principe d'indépendance de la justice 412
- II - L'indépendance des magistrats 414
 - A - Les règles générales de garantie de l'indépendance des magistrats 414
 - 1 - Les principes communs à tous les magistrats 414
 - 2 - Les différences de traitement entre magistrats du siège et magistrats du parquet 415
 - B - Le rôle du Conseil supérieur de la magistrature dans l'indépendance des juges judiciaires 415
 - 1 - Les compétences attribuées au Conseil supérieur de la magistrature 416
 - 2 - La composition du Conseil supérieur de la magistrature 417
 - 3 - L'indépendance des juges administratifs 418

Chapitre 6 : Le Conseil constitutionnel 421

Section 1 : La création du Conseil constitutionnel 421

- I - Les tentatives de création d'un juge constitutionnel avant la V^e République 421
- II - Les raisons de la création du Conseil constitutionnel sous la V^e République 423

Section 2 : La composition du Conseil constitutionnel 424

- I - Les différentes catégories de membres du Conseil constitutionnel 424
 - A - Les membres nommés du Conseil constitutionnel 425
 - 1 - L'organisation du mandat des membres nommés du Conseil constitutionnel 425
 - 2 - Les modalités de nomination des membres du Conseil constitutionnel . 426

B - Les membres de droit du Conseil constitutionnel	429
C - La présidence du Conseil constitutionnel	431
II - Le statut des membres du Conseil constitutionnel	431
A - La soumission à une obligation de réserve : garantie d'objectivité des membres du Conseil constitutionnel	432
B - Le régime des incompatibilités : garantie de l'impartialité des membres du Conseil constitutionnel	433
C - L'irrévocabilité et le statut financier : garanties de l'indépendance des membres du Conseil constitutionnel	435
Section 3 : Les compétences du Conseil constitutionnel	436
I - L'arbitre des conflits entre pouvoirs publics	437
A - Le contrôle de répartition des compétences entre le Parlement et le gouvernement	437
B - Le contrôle de répartition des compétences entre l'État et certaines collectivités d'outre-mer	439
C - L'arbitrage au sein des pouvoirs publics	441
1 - L'arbitrage au sein de l'Exécutif	441
2 - L'arbitrage au sein du Parlement	442
II - Le conseiller des pouvoirs publics	443
III - Le juge électoral et référendaire	444
A - Les compétences du Conseil constitutionnel en matière d'élections présidentielles	445
B - Les compétences du Conseil constitutionnel en matière d'élections législatives et sénatoriales	446
C - Les compétences du Conseil constitutionnel en matière de consultations référendaires	449
Section 4 : Les procédures de contrôle de constitutionnalité des lois	450
I - La difficile naissance d'un contrôle de constitutionnalité des lois en France	451
A - L'instauration d'un contrôle concentré de constitutionnalité des lois	451
B - La montée en puissance du contrôle de constitutionnalité des lois	452
C - La consécration définitive du contrôle de constitutionnalité des lois	453
II - Le contrôle de constitutionnalité <i>a priori</i> des lois de l'article 61 de la Constitution	454
A - Les caractéristiques de la saisine du Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle de constitutionnalité <i>a priori des lois</i>	455

- 1 - Une saisine obligatoire ou facultative 455
- 2 - Une saisine fermée 457
- 3 - Une saisine limitée dans le temps par le caractère *a priori* du contrôle . 457
- B - La mise en œuvre du contrôle de constitutionnalité *a priori* par le Conseil constitutionnel 459**
 - 1 - Les étapes de la procédure dans le cadre du contrôle de constitutionnalité *a priori* des lois 459
 - 2 - La nature du contrôle de constitutionnalité *a priori* des lois opéré par le Conseil constitutionnel 461
 - 3 - Les effets de la décision du Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle *a priori* des lois : un effet *erga omnes* 462
- III - Le contrôle *a posteriori* des lois de l'article 61-1 de la Constitution : la QPC..... 465**
 - A - L'étape devant le juge de droit commun dans le cadre de la procédure de la QPC 466**
 - 1 - L'objet de la QPC 467
 - 2 - L'examen des conditions de transmission de la QPC..... 468
 - B - L'étape devant les cours suprêmes dans le cadre d'une QPC 469**
 - C - L'étape devant le Conseil constitutionnel dans le cadre de la QPC ... 470**

Bibliographie	473
Index alphabétique	479
